

Commerce mondial : un rebond qui pourrait être éphémère face à de nouvelles formes de protectionnisme

- Le commerce mondial a perdu 3000 Mds de dollars entre 2014 et 2016 et devrait rattraper cette perte d'ici fin de 2018, si les conditions monétaires favorables et la croissance synchronisée aux Etats-Unis, en Europe et en Chine restent d'actualité.
- Le protectionnisme, les barrières financières et le contexte géopolitique régionalisent les flux de capitaux, et expliquent la décélération du commerce mondial attendue en 2018. La fin de l'intervention des banques centrales devrait révéler la montée du protectionnisme financier.

PARIS – LE 23 NOVEMBRE 2017 – Après deux années décevantes, le commerce mondial devrait rebondir dès cette année, n'atteignant toutefois que la moitié de sa moyenne d'avant-crise. En volume, la croissance du commerce mondial devrait se limiter à +4,3% en 2017 et +3,9% en 2018, contre une moyenne de +8% entre 2003 et 2007. En valeur, elle n'atteindra que +7,5% en 2017 et +6,3% en 2018, contre une moyenne de +16% entre 2003 et 2007. Le protectionnisme financier et commercial croissant, la hausse des taux d'intérêts et le contexte géopolitique incertain mèneront à terme à une hausse du coût du financement du commerce.

« Le commerce mondial s'est contracté de près de 3 000 Mds USD entre 2014 et 2016. Nous estimons que la tendance s'est inversée en 2017. D'ici 2018, nous devrions rattraper cette perte, mais seulement si la question du protectionnisme est abordée fermement », explique Mahamoud Islam, économiste senior chez Euler Hermes et co-auteur de l'étude.

C'est l'une des principales conclusions de la 3^{ème} édition du rapport sur le commerce mondial d'[Euler Hermes](#), intitulé « *Game of Trade : Unbowed, Unbent, Unbroken ?* ». Dans cette étude, le leader mondial de l'assurance-crédit se concentre également sur le commerce extérieur de 8 pays clés : l'Allemagne, la Chine, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Mexique et le Royaume-Uni.

Protectionnisme, financement et tensions géopolitiques menacent l'accélération du commerce mondial

Premièrement, le nombre de nouvelles mesures protectionnistes ne cesse de s'accroître : Euler Hermes attend 400 nouvelles mesures cette année, en-deçà des 750 mesures additionnelles en 2016, mais toujours aussi inquiétant pour les échanges internationaux. Les Etats-Unis ont rapidement renforcé leurs barrières commerciales : sur les 10 premiers mois de 2017, on dénombre 87 nouvelles mesures protectionnistes américaines, soit plus que sur l'ensemble de l'année 2016 (84) et 2015 (86). Ces mesures touchent plus particulièrement deux pays : 20% sont dirigées vers la Chine (10% en 2016) et 18% vers le Canada (12% en 2016). La montée du protectionnisme américain est d'autant plus frappante que les Etats-Unis représentent 30% de la consommation privée mondiale.

Le deuxième frein à la croissance du commerce mondial est la difficulté d'accès au financement pour les entreprises de certains pays alors que les flux financiers se régionalisent en trois zones monétaires. Les prêts accordés par les banques internationales se sont contractés de -0,2% a/a au T2 2017. L'intolérance au risque, combinée à une régulation financière asymétrique (exigences de fonds propres) et aux contrôles de capitaux dans les marchés émergents devraient grever les perspectives de croissance du commerce mondial. Euler Hermes a calculé un déficit de financement d'environ 1 500 Mds USD cette année. Les politiques favorisant la relocalisation dans les économies avancées pourraient aussi pénaliser les marchés émergents en les privant de capitaux.

« Le protectionnisme financier est le plus grand danger pesant sur le commerce mondial. Les gouvernements doivent inciter les entreprises à investir à plus long terme et soutenir la révolution digitale, d'autant que les entreprises sont assises sur une manne considérable de cash. Mais cela ne sera peut-être pas suffisant pour contrer cette tendance inquiétante », prévient Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes. Dans ce contexte, une probable normalisation des politiques monétaires par les banques centrales pourrait affecter la disponibilité des monnaies fortes, entraînant ainsi une augmentation du coût du financement du commerce à l'échelle mondiale.



Enfin, le contexte géopolitique pourrait redistribuer les cartes du commerce mondial. En Europe, les tensions actuelles avec la Russie et les négociations relatives au Brexit pèsent sur les perspectives commerciales. Au Moyen-Orient, qui connaît déjà une situation complexe, les tensions ne cessent de grandir. Enfin, le risque croissant dans la péninsule coréenne implique des champions du commerce international tels que la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis.

France : la chance c'est bien, l'action c'est mieux !

En 2018, la France profitera du retour de la croissance des importations de ses partenaires européens, et verra ses exportations de biens croître de +21 Mds EUR. Une large part de ce surplus de demande proviendra de zone euro (60%), et les destinations les plus porteuses pour les exportateurs français seront l'Allemagne (+4,8 Mds EUR), les Etats-Unis (+1,9 Mds EUR) et les Pays-Bas (+1,5 Mds EUR). Les secteurs traditionnels français bénéficieront majoritairement de ce surplus de demande externe : machines et équipements (+5,5 Mds EUR, incluant l'aéronautique), agroalimentaire (+4,3 Mds EUR) et chimie (+2,9 Mds EUR).

S'il profite d'une conjoncture économique favorable, le commerce extérieur français souffre toujours de faiblesses structurelles. En 2018, le solde du commerce extérieur français sera négatif pour la 15^{ème} année consécutive, le dernier excédent enregistré datant de mai 2004. L'appareil exportateur français est moins performant que celui d'autres économies de la zone euro, en témoigne l'exemple italien : la croissance française surpasse la croissance italienne, mais les exportations ne justifient que 20% du PIB français contre 25% du PIB italien.

« Le vrai fossé émane du contenu technologique des exportations. Un contenu fort en R&D tire vers le haut la compétitivité des exportations, et c'est un atout indéniable des entreprises allemandes par exemple. A cet égard, la performance française s'est détériorée. En 1995, le pays était classé 9^{ème} sur 124 à l'indice de complexité de l'université d'Harvard. 20 ans plus tard, il n'était plus que 17^{ème}. Nous devons rapidement rattraper ce retard pour être en mesure de combler notre déficit commercial », analyse Ludovic Subran.

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43
maxime.demory@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14
jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 5 800 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2016 et garantissait pour 883 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2016. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/eulerhermes) ou Twitter [@eulerhermesFR](https://twitter.com/eulerhermesFR).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.